



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de l'usine Ford de Blanquefort

Question au Gouvernement n° 24

Texte de la question

SITUATION DE L'USINE FORD DE BLANQUEFORT

M. le président. La parole est à M. Benoit Simian, pour le groupe La République en marche.

M. Benoit Simian. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, ma question porte sur la situation préoccupante des salariés de l'usine Ford de Blanquefort, en Gironde, située sur le territoire de ma circonscription.

Le 7 juillet dernier s'est tenu un comité de suivi concernant l'avenir de la présence de Ford sur le site de Blanquefort, en présence de la direction américaine de Ford Europe, du préfet de la Nouvelle-Aquitaine, des représentants des salariés et des élus locaux. Lors de cette rencontre, les représentants de Ford ont donné des signes d'espoir aux salariés, en acceptant de lancer une étude de faisabilité pour la production de boîtes de vitesses 8F-Mid sur le site de Blanquefort.

Cette solution apparaît particulièrement cohérente et justifiée. En effet, cette usine est reconnue pour son excellence européenne en matière de transmissions. Aussi, localiser la production de ces boîtes sur le site pérenniserait de façon durable l'activité de Ford Aquitaine Industries et permettrait de sauvegarder plus de sept cents emplois. Cette démarche s'inscrit totalement dans la volonté de notre gouvernement de renforcer la compétitivité de nos entreprises et fait écho au souhait du Président de la République de bâtir une relation franco-américaine solide.

Aussi, monsieur le ministre, pouvez-vous nous assurer de votre soutien total dans la mise en œuvre de ce projet, qui permettra de faire du site de Blanquefort un centre d'excellence européen en matière de transmissions et, *in fine*, d'assurer le maintien de plusieurs centaines d'emplois sur ce site ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, je partage totalement vos préoccupations concernant le site Ford de Blanquefort et vous pouvez compter sur le soutien total du Gouvernement pour garantir et développer l'emploi sur le site. Seize millions d'euros ont déjà été engagés par les autorités publiques. Nous avons la perspective de voir arriver de nouvelles boîtes de vitesses à partir de 2019 pour équiper des véhicules de type Ford Mondeo ou Ford Galaxy. Je pense que c'est une belle perspective. De la même manière que nous nous sommes mobilisés avec le Président de la République, avec le Premier ministre, pour Arc International, que nous nous mobilisons tous les jours, avec Benjamin Griveaux, pour sauver GMS à La Souterraine, nous nous mobiliserons avec la même énergie pour le site de Ford à Blanquefort.

Au-delà des soutiens que nous apportons, nous avons une vraie stratégie industrielle pour le pays. L'industrie,

ce n'est pas le passé de la France : l'industrie, c'est l'avenir de notre nation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et sur plusieurs bancs des groupes MODEM et LC.*)

Y parvenir suppose de travailler, comme nous le faisons actuellement, à améliorer la formation, à développer l'apprentissage et l'alternance, pour qu'il n'y ait plus d'entreprise industrielle qui cherche désespérément des soudeurs, des chaudronniers et des ingénieurs alors que des millions de personnes cherchent un emploi dans notre pays. (*Mêmes mouvements.*)

Cela suppose, Gérald Darmanin l'a rappelé tout à l'heure, que nous soyons capables d'alléger la fiscalité qui pèse sur les entreprises : c'est bien en baissant les impôts pesant sur les sociétés que nous permettrons aux entreprises industrielles de retrouver leur compétitivité. (*Mêmes mouvements. - Exclamations sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

Mme Danièle Obono. Non !

M. Bruno Le Maire, ministre. Cela suppose enfin que nous imaginions l'industrie de demain, l'industrie de l'intelligence, celle qui naîtra de l'investissement dans l'innovation et dans les révolutions technologiques actuelles.

M. Patrice Verchère. On peut aussi investir dans les girouettes !

M. Bruno Le Maire, ministre. Céder des actifs de l'État pour abonder un fonds à hauteur de dix milliards d'euros nous permettra de financer l'innovation dont notre industrie a besoin pour mieux réussir demain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et sur plusieurs bancs des groupes MODEM et LC.*)

Données clés

Auteur : [M. Benoit Simian](#)

Circonscription : Gironde (5^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 24

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 juillet 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 juillet 2017](#)